



MALI : LE PUTSCH ET LE NORD VUS DE BAMAKO

Johanna Siméant, Laure Traoré*

Le 21 mars 2012, à l'occasion d'une visite du ministre de la Défense visant à apaiser des militaires qui avaient prévu d'organiser une marche le lendemain, et à cinq semaines du premier tour d'une élection présidentielle dont les conditions d'organisation et de déroulement suscitent des inquiétudes, une mutinerie éclate au camp militaire de Kati, ville garnison située à quinze kilomètres de Bamako. Le 22 mars au matin, la mutinerie se transforme en coup d'État : le capitaine Amadou Haya Sanogo annonce la fin du régime du président Amadou Toumani Touré, dit ATT, et la création du Comité national de redressement de la démocratie et de restauration de l'État (CNRDRE), aujourd'hui au pouvoir.

Le soulèvement armé de la rébellion touarègue, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNL), et de groupes islamistes contre des camps militaires maliens, à partir du 17 janvier, est évidemment un facteur majeur de la chute du régime. Dès le début, la junte affirme vouloir régler une situation que le laxisme du régime d'ATT aurait laissé dégénérer. L'état d'impréparation et de sous-équipement des forces armées maliennes est également dénoncé. Mais un soulèvement armé sur une partie du territoire ne suffit pas à lui seul à faire

tomber un régime installé à plus de mille kilomètres de là¹. Aussi, l'histoire des rebellions touarègues et de la situation du Nord, les réverbérations de l'effondrement du régime libyen, la présence d'AQMI et les ingérences extérieures qui se déploient au nord-Mali n'expliquent qu'une partie de la crise.

Le propos de cet article est de souligner combien le basculement du régime n'est pas le seul effet mécanique d'une situation de rébellion. En revanche, la crise militaire a eu un puissant effet de délégitimation sur un pouvoir qui avait atteint les limites d'un fonctionnement par « consensus » consistant à intégrer ses opposants potentiels dans la distribution des postes. Que faut-il conclure de l'attentisme d'une majorité de Maliens à l'égard du nouveau régime ? Vu de Bamako², on doit souligner la prégnance d'une référence, certes ambivalente, à la mémoire de la transition de 1991 et au modèle d'un militaire qui fait tomber un régime corrompu et remet le pouvoir aux civils. Au-delà, l'attachement à *l'intégrité* du pays, si souvent ressassé, doit être entendu comme dépassant la seule question du territoire national.

COMPRENDRE UN BASCULEMENT : LE NORD, MAIS PAS SEULEMENT

Un des liens entre la situation au Nord et le jeu politique national, à Bamako en particulier, réside dans les sentiments hostiles à l'égard de ceux qui sont ordinairement qualifiés dans la presse de « bandits du Nord », perçus comme ne cessant de trahir après avoir été pour certains intégrés dans l'armée suite aux précédentes rebellions. Un autre lien réside dans l'inquiétude ressentie quant au sort des soldats de l'armée malienne. Faute de savoir *exactement* ce qui s'est passé le 24 janvier 2012, lors de la prise de la ville d'Aguel'Hoc dans la région de Kidal, on a fini par oublier le fort retentissement à Bamako de ce qui a été

¹ Tombouctou est à environ 1 020 km de route de Bamako, Gao à 1 220 km, Kidal à plus de 1 500 km. Les cartes qui présentent un Mali « coupé en deux » par l'avancée des rebelles font passer cette coupure un peu au nord de Mopti, à 650 km de Bamako.

² L'une des deux auteures de cet article se trouvait à Bamako de février à mai 2012. Nous avons par ailleurs travaillé avec l'aide d'observateurs locaux qui ont contribué à nos observations et que nous remercions.

qualifié comme un massacre par la presse³: l'exécution sommaire (souvent par égorgement) d'environ quatre-vingt soldats de l'armée malienne faits prisonniers par des troupes du MNLA et du groupe islamiste Ançar Eddine. Ce récit, accompagné d'images bien que non authentifiées, a profondément marqué les esprits et alimenté les rumeurs sur l'incapacité de l'armée, voire la complicité du Président dans ce crime. A l'horreur suscitée par le mode opératoire de l'exécution s'ajoute le fait que nombre de Maliens ne peuvent s'empêcher de voir dans l'idée d'un massacre de soldats majoritairement noirs par des rebelles Touaregs une confirmation du racisme et du sentiment de supériorité souvent reprochés à ces derniers.

Le régime malien était-il pour autant condamné à s'effondrer du fait du mécontentement existant au sein de l'armée, de la rébellion nordiste, de l'organisation plus que déficiente de la future élection présidentielle ou de la lente déréliction de l'État ? Il y a quelques mois encore, le Mali faisait partie des *donor darlings* des bailleurs de fonds internationaux. On louait l'existence d'institutions démocratiques dans le pays, l'absence d'ethnicisation des enjeux politiques et le fait qu'un des auteurs majeurs de la transition de 1991, le capitaine Amadou Toumani Touré, qui avait remis le pouvoir aux civils en 1992, avait été élu à la présidence en 2002 puis réélu en 2007, n'ait pas, contrairement à des homologues voisins, modifié la Constitution pour obtenir un troisième mandat. Certes, qui connaissait le Mali pouvait ironiser sur ce tableau idyllique et la consistance de la vie démocratique d'une société à ce point inégalitaire dans un pays classé parmi les derniers au monde en matière de développement humain. Les dernières années ont été marquées par plusieurs évolutions inquiétantes, mais le Mali avait déjà connu des périodes de heurts violents en 1993 et en 1997 qui n'avaient pourtant pas conduit à l'effondrement du régime.

Après coup, Il serait donc facile d'écrire que les évènements étaient « prévisibles ». Le régime en faillite ne jouissait sans doute pas de la légitimité que lui attribuaient les

³ Et par la France à partir du 13 février.

observateurs internationaux⁴. Mais, trait classique des crises politiques⁵, plus que la perte de soutien en amont, c'est bien le comportement d'un pouvoir à l'égard de ce qui le bouscule qui révèle sa faiblesse et le délégitime. A cet égard, une série d'épreuves ont peu à peu mis à jour durant des mois la vulnérabilité du pouvoir d'ATT. On pense au non-désarmement des combattants rentrés de Libye (un désarmement dont il n'est pas certain que l'armée malienne avait la capacité), à l'incapacité d'endiguer les trafics au nord (trafics suspectés de profiter à des proches du pouvoir et dont l'affaire de l'avion « Air Cocaïne »⁶ fut une illustration), à une stratégie militaire faite d'évitement plus que de combat frontal contre la rébellion, ou encore à la marche des femmes de militaires de Kati. Celles-ci, accompagnées de jeunes, ont manifesté du 31 janvier au 3 février 2012 pour exiger une meilleure prise en charge des troupes et plus de transparence sur le conflit au nord. Reçues à la présidence, elles ont pourtant mis en cause le Président à la télévision, lui adressant de vives invectives, l'accusant de complicité avec les rebelles : là encore, la faiblesse de réaction d'ATT a frappé les esprits.

RALLIEMENTS, ATTENTISME, FORMES ORDINAIRES DU NATIONALISME ET DE LA CRITIQUE DU REGIME D'ATT

Que dire des ralliements au CNRDRE à partir du 22 mars ? Passée une phase d'expectative, il faut différencier les acteurs publics, dont les prises de position sont connues de tous, ce qui contraint leurs ralliements éventuels, des Maliens ordinaires ; mais aussi distinguer en fonction du risque perçu à la prise de parole : la situation est très fluide et peu lisible, la presse écrite garde une réelle liberté de ton mais plusieurs journalistes sont

⁴ Depuis des années, il suffisait de tendre l'oreille –conversations ordinaires, radios, presse écrite, prêches de Ousmane Cherif Madani Haïdara, le populaire guide spirituel du mouvement Ançar Dine (à ne pas confondre avec le mouvement islamiste Ançar Eddine d'Iyad Ag Ghali)- pour entendre la permanente rumination sur la corruption des grands. cf. G. Holder, « Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ançar Dine. Un réformisme malien populaire en quête d'autonomie », *Cahiers d'études africaines*, 2012/2, n.206-207, pp. 389-425.

⁵ M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris Presses de SciencesPo, 1990.

⁶ Soit l'atterrissage, puis la destruction par incendie dans le nord du pays en 2009 d'un Boeing 727 supposé avoir transporté de la cocaïne – et qui aurait bénéficié de protections en haut lieu.

tabassés, des opposants civils et militaires sont arrêtés. Il faut enfin considérer la chronologie des événements, certains jouant sur l'évolution des jugements à l'égard de la junte et du gouvernement provisoire. D'abord, l'anniversaire du 26 mars 1991 doit être gardé à l'esprit pour comprendre quelles perceptions accompagnent la prise de pouvoir militaire. En revanche la chute de Kidal, Gao et Tombouctou, qui tombent successivement les 30 et 31 mars puis le 1^{er} avril, laissent le doute s'immiscer quant à la capacité des putschistes de résister et à savoir si le moment était opportun pour renverser le régime. Enfin, le seuil des 40 jours (durée de l'intérim accordé à Dioncounda Traoré selon la Constitution de 1992 toujours officiellement en vigueur) constitue un moment de convergence des pro-junte, encouragés par les déclarations du capitaine Sanogo. Il reste que cette crise a aussi été révélatrice de la prédominance d'un nationalisme ordinaire dont les observateurs extérieurs n'ont peut-être pas pris toute la mesure.

La junte est très vite soutenue par des associations et des acteurs politiques connus pour leur virulence critique mais jusqu'alors peu influents dans le jeu politique. Les arguments du CNRDRE reprennent largement la rhétorique des opposants de longue date au régime déchu, et particulièrement du parti de la Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI) d'Oumar Mariko, considéré comme la seule opposition partisane à ATT, et pour qui le coup d'État prend en compte les aspirations du peuple. En dehors des forts soupçons de ralliement intéressé, la prégnance dans ce milieu du référent sankariste⁷ permet de comprendre cet enthousiasme initial envers un jeune officier se disant intègre. De même, l'écrivaine altermondialiste Aminata Dramane Traoré salue cette initiative de jeunes soldats en raison du degré élevé de corruption du pouvoir. Les militaires obtiennent également le soutien de petits partis politiques, sans grande visibilité. Bon nombre d'entre eux avaient choisi de soutenir, à la présidentielle avortée, les partis ensuite décriés par la junte comme complices de la mauvaise gestion de l'État. Avec l'inversion des rapports de

⁷ La référence au capitaine Thomas Sankara, icône anti-impérialiste, mort assassiné lors d'un coup d'État au Burkina Faso par Blaise Compaoré, quant à lui proche des intérêts français, reste fréquente dans certaines conversations urbaines, comme on avait aussi pu le constater au début de l'avènement de Moussa Dadis Camara en Guinée Conakry.

force, ces petits partis rallient la junte et adoptent son discours, dans l'espoir d'une ascension politique. La grande majorité de ces acteurs se retrouvent alors dans la coordination des organisations patriotiques du Mali (COPAM). Chacun crée d'abord son propre mouvement avant de se rapprocher des autres (le SADI lance le MP22 par exemple), ce qui aboutit à une surévaluation des associations de soutien à la junte et en même temps permet à ces acteurs de souligner les nuances entre leurs ralliements.

De l'autre côté, les partis politiques importants (en termes de nombre d'élus et de couverture du territoire national) et proches de l'ancien pouvoir se mobilisent contre le CNRDRE, notamment l'URD de Soumaïla Cissé, l'ADEMA d'Ibrahima Ndiaye. Ceux-ci ayant participé au système politique précédent, comme bon nombre des soutiens de la junte, ils ont été immédiatement mis en cause, puis marginalisés dans la nouvelle configuration politique. Poids lourds de l'élection avortée, ils ont tout à perdre du coup d'arrêt imposé à la démocratie et de la stigmatisation d'un régime auquel ils ont participé. Avec leurs alliés, ils créent alors le Front uni pour la sauvegarde de la république et de la démocratie, et organisent des meetings de dénonciation des exactions commises par les putschistes, dont ils réclament le départ et demandent le retour à la démocratie. Ils restent cependant prudents car le régime militaire s'est illustré par des arrestations arbitraires et des pillages de leurs domiciles.

En dehors de ces deux pôles, la grande majorité de la population se tient à l'écart. Dans les conversations bamakoises, on ironise sur ces partis anti-putsch, « corrompus » et trop liés à la gestion désastreuse des affaires publiques sous ATT. Personne cependant ne se fait d'illusions sur les motivations de ceux qui s'allient au CNRDRE. En revanche, les promesses du capitaine Sanogo, au moins au début, sont prises au sérieux et celui-ci conserve le bénéfice du doute. La référence permanente, explicite ou implicite, à la transition de 1991 et la manière dont elle a été gérée y contribue : le général ATT n'avait-il pas remis le pouvoir aux civils après avoir participé à la chute de Moussa Traoré ? Il y a ainsi un décalage frappant entre les Maliens les plus reliés à l'étranger, sensibles à la dégradation radicale de

l'image du Mali et à ses conséquences sur l'aide internationale et à la virulence de l'affirmation nationaliste dans un Mali où les citoyens se vivent comme les héritiers d'une longue histoire de leur État. Au-delà des anti-impérialistes, les putschistes sont ralliés par des Maliens sensibles à la thématique nationaliste, méfiants à l'égard de toute condamnation internationale et de toute ingérence extérieure (de la Cedeao ou, pire encore, de la France).

La fierté d'avoir réussi la transition démocratique en 1991 reste réelle, mais on ne s'émeut pas outre mesure de voir chuter un régime qui a tant déçu. Dans un contexte où les défaites militaires sont vécues comme des atteintes à la dignité d'un pays se percevant comme l'un des rares de la région sans conflit majeur, les promesses de la junte de sauvegarder l'intégrité du territoire séduisent. Et l'on ne peut s'empêcher de voir dans cet attachement à *l'intégrité* du territoire malien une aspiration à une forme d'intégrité de l'État et de la gestion des affaires publiques. Le « consensus » d'ATT, tant loué à l'extérieur, consistait à digérer l'opposition par une extension de la rente clientélaire. Discrédité par ses « retraits stratégiques » de plusieurs villes au Nord et par son incapacité à se maintenir face aux putschistes, le régime d'ATT est donc jeté avec l'eau du bain de la corruption à laquelle nombre de Maliens ne pouvaient s'empêcher d'aspirer individuellement. C'est un nouveau départ qui est attendu, celui d'un régime démocratique débarrassé, espère-t-on, des tares du précédent.

Dans ce qui se joue aujourd'hui à Bamako, il faut également souligner le statut très ambivalent de la rue, théâtre de mobilisations croisées visant à afficher ses soutiens, mais aussi lieu d'une possibilité omniprésente de la violence, moins de l'ordre du débordement aveugle que du laisser-faire et enfin le rapport à la mémoire de 1991, où se mêlent, et parfois se contredisent, la geste démocratique, le basculement toujours possible entre la marche et l'émeute, la référence aux « jeunes martyrs » et le rapport intime et amer à un État en crise.

Néanmoins les positions vis-à-vis du CNRDRE sont loin d'être figées. Elles évoluent avec les événements et le vécu quotidien de la crise économique-politique. L'avancée des rebelles,

permise par ce même putsch qui prétendait lutter contre, et le constat d'un pays coupé en deux, sont un choc. Les militaires ont officiellement rendu le pouvoir aux civils en permettant l'investiture à la tête de l'État du président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, flanqué d'un gouvernement dirigé par Cheick Modibo Diarra⁸. Mais le 21 mai, des manifestants agressent le Président par intérim dans son bureau, les forces de l'ordre n'interviennent pas. Cet événement porte fortement atteinte au crédit de la junte, et les critiques et l'impatience se font de plus en plus vives à l'égard de cette armée que l'on n'envoie pas au Nord, frappée par ailleurs par des désertions⁹. En partie discrédités, les militaires s'effacent de la scène politique publique. Ils restent pourtant influents, comme le montrent les récentes violences contre des journalistes – et ce qui a été la longue réticence de Dioncounda Traoré, réfugié en France, à rentrer au Mali, tant il était inquiet quant à sa sécurité personnelle.

Au mois de mai, le rappeur Mylmo diffuse une nouvelle chanson : *Couvre-feu*, dans laquelle il interpelle le capitaine Sanogo. Son texte, en bambara, résume bien l'inquiétude et la déception croissantes de ceux qui avaient misé sur les militaires :

« Nous ne disons pas que nous n'avons pas aimé le coup d'État Capitaine, mais est-ce que le coup d'État pourra réparer quelque chose ?

Les murs de notre Nord sont cassés, mais est-ce que tu as bien réfléchi, voir si tu peux seul faire quelque chose ?

(...) Capitaine, Après les tirs inutiles de vos hommes pendant cette période, je me demande s'il y a encore des balles pour combattre les rebelles. (...)

Couvre-feu, Couvre-feu ! Eh ! Mon Capitaine, est-ce qu'après le couvre-feu, les armes qui sont sorties seront récupérées?¹⁰ »

*** Johanna Siméant est professeure et Laure Traoré doctorante au Centre européen de sociologie et de science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

⁸ Présenté comme « issu de la société civile » et auteur d'une autobiographie intitulée *Navigateur interplanétaire* (ce diplômé en ingénierie spatiale a participé au guidage des sondes de la mission Mars Pathfinder et aux missions de vulgarisation de la NASA), Cheikh Modibo Diarra est néanmoins proche du capitaine Sanogo. Son statut de gendre de Moussa Traoré, le dictateur renversé en 1991, dit bien la critique en creux du régime d'ATT.

⁹ Agence de presse Xinhua, http://www.malijet.com/a_la_une_du_mali/47686-mali-radiation-des-officiers-sous-officiers-et-militaire-du-rang.html consulté le 22/7/2012.

¹⁰ Traduit du bambara par A. S. Ouloguem. Mis en ligne le 8 mai 2012. <http://prodbykali.skyrock.com/3088860077-Mylmo-Couvre-Feu-Prod-By-Kali-Le-Maitre-2012.html>